

EDITORIAL



Chères lectrices, chers lecteurs,

Il y a deux ans, neuf mois après le référendum sur le Brexit, la Première ministre Theresa May s'est rendue à Bruxelles pour demander la sortie de son pays de l'UE. Le 29 mars 2019 devait être le jour triomphal lors duquel

le Royaume Uni voulait (après 46 années au sein de l'Union) se libérer de ses entraves européennes, à l'aube d'un nouvel avenir national glorieux. Dans d'autres pays membres de l'UE, les partis populistes et néo-nationaux font le même pari. Début avril, lorsque cette newsletter sera publiée, un accord de report du Brexit aura probablement été trouvé, débouchant sur de nouveaux mois d'incertitude. L'irresponsabilité des acteurs politiques n'a d'égal que le spectacle offert ces trois dernières années par la mère patrie de la démocratie parlementaire. Dès le début, la manipulation et la destruction, la politique de pouvoir opportuniste et les manœuvres des partis politiques ont pris le pas sur la volonté d'action politique. Dans cette tragédie effrayante, il ne faut pas forcé-

ment jouer les cassandres et prédire la chute de la démocratie. Il ne faut toutefois pas s'étonner de voir de plus en plus de citoyens se détourner avec dégoût de ce spectacle indigne, et de l'UE, à l'aube des élections européennes. Déclenché par Greta Thunberg (16 ans), le mouvement rassemblant des enfants et des jeunes qui descendent dans les rues du monde entier pour demander une meilleure protection du climat, et qui rappellent les adultes à leurs responsabilités nous fait l'effet d'une lueur d'espoir tragi-comique. C'est à nous qu'il revient de montrer, à l'occasion des élections européennes organisées fin mai, que l'Europe est adulte !
Sigrid Schraml
Secrétaire générale

Interview de Luc Van den Brande, le nouveau Président du Centre européen pour les travailleurs (EZA)

Luc, le 24 novembre 2018 tu as été élu Président d'EZA par l'Assemblée générale d'EZA. Comment te sens-tu maintenant que tu occupes ce poste depuis quelques mois ?

Lors des premiers contacts avec nos membres durant l'Assemblée générale à Bucarest, j'ai clairement compris qu'ils étaient très préoccupés par les défis auxquels les travailleurs/travailleuses sont confronté(e)s. De nombreuses discussions m'ont aidé à mieux cerner la mission d'EZA. Ces derniers mois, j'ai réalisé à quel point notre réseau est passionnant, et à quel point l'engagement, qui est porté par une équipe très dynamique, est grand. Entre temps, j'ai participé à quelques réunions avec Piergiorgio, Norbert et Sigrid ; ensemble, nous avons défini les grandes lignes. Je me suis également rendu à Milan à l'occasion de la Semaine sociale européenne. Ce faisant, je me sens confiant et je m'attèle à la tâche avec une nouvelle énergie. En quelques mots, pour moi, c'est un « retour aux sources ».

Beaucoup de nos membres ne te connaissent pas. Quand as-tu été en contact avec EZA pour la première fois ?

Je connaissais déjà EZA, grâce à des rapports et à des publications. Toutefois, c'est avant tout via des contacts personnels noués au sein des mouvements sociaux suite à mon engagement pendant de nombreuses années au niveau européen que je savais ce que représentait EZA. Il est clair que beaucoup de membres ne me connaissent pas, mais, de mon côté, je retrouvais beaucoup de têtes connues.

D'après toi, quels sont les plus grands défis auxquels le réseau EZA sera confronté durant les prochaines années ?

Nous vivons à une époque inhabituelle, dans un monde complexe en constante évolution ; il est difficile de se sentir protégé à l'endroit où l'on vit. Les citoyen(ne)s ont l'impression que beaucoup de choses échappent à leur contrôle, ce qui provoque une perte de confiance. Pour recommencer à développer cette

confiance, nous devons nous rendre compte du fait que nous devons agir ensemble. Nous devons construire une société basée sur des valeurs et des objectifs communs, une société qui défend la paix et la sécurité, qui renforce les hommes et les femmes et les encourage à dialoguer dans un contexte de plus en plus interculturel, où chacun a sa place. La révolution numérique, la robotique et l'intelligence artificielle font partie de cette évolution. EZA doit se tourner vers tout cela lors de ses analyses, séminaires et conférences, mais également dans le cadre de son processus de discussion.

En tant que Président d'EZA, qu'aimerais-tu changer pendant les quatre prochaines années ?

Ces dernières années, EZA a déjà fait beaucoup de chemin ; le réseau a fourni de nombreux efforts de qualité. Il faut continuer sur cette voie. Mais nous sommes à l'aube de nouveaux bouleversements qui nécessitent de nouvelles priorités: approche trans-sectorielle, augmenta-



tion de notre impact sur la société européenne, fait de s'adresser non seulement aux membres et nos ami(e)s, mais aussi à ceux et celles qui s'intéressent à nos opinions, recherche de liens avec les niveaux locaux, adaptation de nos discussions aux événements actuels, focalisation sur les jeunes qui n'ont pas d'emploi ainsi que sur la qualité des conditions de travail de ceux qui en ont un, communication adaptée (également numérique), collaboration avec d'autres acteurs. Il faut alimenter le débat avec le contenu de nos séminaires, et le mettre à l'ordre du jour politique : plus de bien-être, plus de prospérité, et un travail décent pour tout le monde. En bref, il faut faire en sorte que le réseau EZA soit encore plus pertinent.

Que penses-tu de l'Europe d'aujourd'hui, à quelques mois seulement des élections européennes ? D'après toi, qu'est-ce qui doit changer pour pouvoir créer une Europe vraiment sociale ?

Cette année, les citoyen(ne)s de l'UE ont l'opportunité d'élire le Parlement européen. Malheureusement, lors des dernières élections du Parlement, nous avons constaté que beaucoup d'électeurs/d'électrices n'ont pas exprimé leur voix. Il est pourtant indispensable que chacun (et surtout les travailleurs/travailleuses) prenne position et vote. C'est d'autant plus important que l'on constate une montée des populistes et des extrémistes,

qui compromettent le caractère démocratique de l'Union, et le mettent en danger. Ils utilisent des thématiques comme l'inégalité sociale, l'insécurité et la peur, et essaient de convaincre les électeurs/électrices par la désinformation. L'enjeu est de taille, et c'est la raison pour laquelle nous devons rester attentifs. C'est la seule façon pour nous d'être sûrs que les initiatives sociales prises par Jean-Claude Juncker, Président de la Commission européenne, et plus particulièrement par Marianne Thyssen, Commissaire européenne, avec le soutien du Parlement européen et du Conseil, puissent continuer à prendre forme. La mise en œuvre concrète du Socle européen des droits sociaux, qui se basent sur la solidarité, est aussi indispensable qu'une nouvelle impulsion pour un vrai dialogue social.

Peux-tu nous parler de ta famille ?

Enfant, j'ai grandi dans une famille très engagée pour la société. Dans ma propre famille, c'est mon épouse qui est, et qui a toujours été, le point de repère pour nos trois enfants et leurs conjoints. Évidemment, nous sommes très fiers de nos six petits-enfants : comme tous les grands-parents, nous les trouvons uniques et fantastiques.

Mon épouse a enseigné les langues pendant un moment ; elle s'est également engagée de façon bénévole en donnant des cours de langue à des réfugiés, puis

en faisant du bénévolat social au sens plus large, et en s'impliquant au sein de la paroisse, où elle a donné des cours de catéchisme. Avec des amis, nous nous impliquons en faveur d'un centre pour les enfants souffrant d'un handicap. Pendant toutes ces années, mon épouse a été mon soutien le plus fidèle, mais aussi le plus critique. Elle faisait en sorte que je garde les pieds sur terre, ce qui était parfois nécessaire.

Quels sont tes hobbies ?

Je n'ai jamais eu beaucoup de temps à consacrer à des hobbies. J'aime me promener, et je trouve que je fais de belles photos (mais les autres n'en sont pas toujours convaincus).

Quels sont les livres que tu recommandes ?

Le livre « Les raisins de la colère » de John Steinbeck reste pour moi exceptionnel : encore aujourd'hui, alors que nous faisons face au défi lié aux réfugiés et aux migrants, il nous force à nous regarder dans le miroir et à considérer la recherche éternelle d'une vie meilleure par l'humanité.

Récemment, j'ai eu le plaisir de lire « Les huit montagnes » et « Le garçon sauvage : carnet de montagne » de Paolo Cognetti, des livres qui racontent les interactions entre l'Homme et la nature.

Quelle est ta musique préférée ?

Les passions, les cantates et les concertos pour violoncelle de Jean-Sébastien Bach continuent de me toucher ; il s'agit de morceaux intemporels qui créent des liens entre la terre et le ciel. Le jeune romantique qui sommeille en moi m'a aussi transmis sa passion pour les ouvertures et les nocturnes de Frédéric Chopin.

Qu'emporterais-tu sur une île déserte ?

Mon épouse, mes souvenirs et... des jumelles.

Questions : Victoria Znined ■

Séminaire d'EZA à Bucarest : l'avenir du travail - 100^e anniversaire de l'OIT

Issu de la collaboration entre Cartel Alfa et EZA, avec la participation d'ACTRAV (Bureau des Activités pour les Travailleurs), le séminaire organisé sur le thème « l'avenir du travail » avait pour but de contribuer au centenaire de l'Organisation internationale du travail (OIT) ; il s'est tenu du 4 au 6 février à Bucarest.

Les participant(e)s ont discuté des conditions-cadres politiques et économiques du monde du travail de demain, dans un contexte mondial, et se sont demandé quelles valeurs devraient jouer un rôle clef dans la configuration future du travail, du point de vue des communautés religieuses.

Le rapport publié récemment par Commission mondiale de l'OIT sur l'avenir du travail a brièvement été présenté et discuté, en décrivant les défis correspondants et en proposant des pistes de solutions. Il se penche en particulier sur les efforts nécessaires pour mettre les êtres humains et le travail qu'ils fournissent au centre de la politique socio-économique et de l'action des entreprises. Dans ce cadre, l'importance des capacités des travailleurs et travailleuses est mise en avant, tout comme la nécessité de renforcer les institutions du travail et d'investir dans un travail digne et durable.

L'importance de l'OIT, même 100 ans après sa création, a été soulignée, tout comme le

fait que les syndicats - malgré le caractère non contraignant des conventions de l'OIT - disposent de nombreux instruments pour se battre pour les droits des travailleurs dans le monde entier.

Le séminaire a notamment débouché sur une **déclaration**, qui reconnaît les conclusions de ce rapport et qui encourage à contribuer à la création d'un meilleur avenir (comme le veut le titre du rapport).

Sigrid Schraml ■

Une période difficile pour le travail et pour le dialogue social

La 7^e Semaine sociale européenne (SSE) a eu lieu du 14 au 16 février 2019 à Milan. Lors de cet événement, plus de 100 participant(e)s originaires de 21 pays européens ont abordé les grands défis sociaux, économiques et sociétaux auxquels l'Europe est confrontée, et pour lesquels il faut trouver des solutions réalistes.

En guise d'introduction, Enrico Letta, Président de l'Institut « Notre Europe » et ancien Premier ministre italien, a donné un aperçu de la situation politique actuelle en Europe.

Dans un message vidéo, la Commissaire européenne Marianne Thyssen a souligné que : « Avec le Socle européen des droits sociaux, nous avons mis le social au centre de l'agenda européen. [...] Nos sociétés sont confrontées à des transformations rapides : la mondialisation, le changement climatique, les évolutions démographiques, la migration et la numérisation. Nous ne pouvons pas les arrêter, mais nous ne devons pas pour autant nous y soumettre passivement. Il faut que nous soyons les acteurs de ces changements — les architectes de notre propre avenir. »

Pour Claude Rolin, eurodéputé et ancien Secrétaire général de la Confédération des syndicats chrétiens belge ACV-CSC : « Un rôle tout particulier revient aux organisations de travailleurs lorsqu'il s'a-



De gauche à droite : Paolo Cesana, Directeur de la FLC, Luc Van den Brande, Président d'EZA, Claude Rolin, eurodéputé, Herbert Metzger, Président de la SSE, Carlo Costalli, Président du MCL, Enrico Letta, ancien Premier ministre italien et Président de Notre Europe, Massimiliano Sabbadini, Président de la FLC

git de mettre l'anticipation des changements au centre de leurs actions. L'apprentissage tout au long de la vie doit occuper une place clef dans ce cadre, car il est inacceptable que les entreprises licencient une partie de leur personnel pour engager des travailleurs dont le profil correspond mieux aux nouvelles technologies, parce qu'ils n'ont pas investi dans la formation en tenant compte des perspectives liées à ces changements ».

Transformation du travail à l'avenir

Ce premier bloc de contenu de la SSE contenait trois thèmes centraux. Le premier se concentrait sur la question suivante : « À l'avenir, y aura-t-il du travail pour chacun ? » John Hurley, Research Manager chez Eurofound, a tenté d'y répondre à l'aide de nombreuses statistiques et chiffres. Il a notamment expliqué que « l'emploi et les heures de travail pre-

stées en Europe et aux États-Unis n'ont jamais été aussi importants qu'aujourd'hui ». Le deuxième était consacré à « l'avenir du travail », avec un exposé d'Emmanuel Agius, de l'Université de Malte. Emmanuel Agius a insisté sur les aspects plus éthiques du travail : « Ce ne sont pas les technologies en elles-mêmes, mais bien nos politiques et nos pratiques sociales, financières et économiques qui déterminent ce que les technologies peuvent et doivent faire, ainsi que si les inégalités augmentent ou diminuent et si les gens peuvent vivre ou non de leur travail ». Elke Hannack, Vice-présidente de la Confédération allemande des syndicats et Vice-présidente fédérale de CDA, a présenté le troisième thème, consacré aux conséquences de la numérisation sur les nouvelles formes de travail : « Un domaine montre bien à quel point la numérisation modifie le monde du travail ; il s'agit de ce que l'on appelle l'économie des plateformes. [...] Ce qui est sûr, c'est qu'il s'agit d'une forme de « travail de l'avenir » qui diffère en tout point des conditions de travail standard ».

Dialogue social nécessaire de toute urgence

Ce deuxième bloc de contenu visait à clarifier la réalité et l'importance du dialogue social. Encadrés par Jan Van Peteghem (HIVA/Belgique), cinq représentants syndicaux originaires de Bulgarie, de Pologne, d'Espagne, de France et d'Italie ont débattu au sujet de la nécessité de relancer le dialogue social, tant au sein de leur propre pays qu'au niveau européen. Dans la plupart des pays, ce n'est pas une tâche aisée. Souvent, les niveaux de consultation des syndicats sont inexistantes, ou alors ils disposent d'une approche et d'une tradition différentes. L'absence d'une tradition de dialogue constructif avec les représentants des organisations de travailleurs rend la consultation collective très difficile. On a toutefois ressenti une motivation positive durant ce débat, une volonté de continuer à se battre.

Inégalité croissante

Dans ce troisième bloc de contenu, Antoine Hérouard, évêque auxiliaire de Lille et Président de la Commission Affaires sociales de la Commission des Évêques de l'UE (COMECE), a insisté sur la nécessité de faire progresser l'égalité, surtout en matière de travail, de reve-

nus, de prospérité, et donc de bien-être humain.

Bea Cantillon, Directrice du Centre Herman Deleeck pour la politique sociale à l'Université d'Anvers, a analysé l'inégalité croissante d'un point de vue scientifique, en faisant des propositions concrètes pour la politique, en lien avec la formulation de mesures efficaces dans ce domaine : « Nous devons travailler en même temps sur plusieurs plans : sécurité sociale, imposition juste, investissements sociaux, régulation des nouvelles formes de travail et économie sociale. Mais, pour commencer, nous pouvons dans un premier temps mettre en pratique deux des 20 principes clefs du Socle européen des droits sociaux : le principe 14 sur le revenu minimum, lié au principe 6 pour un salaire minimal juste ».

Leo Pauwels, Président d'honneur d'EZA ■

Promouvoir l'apprentissage au sein de l'entreprise



Le Dr Jeff Bridgford, du King's College de Londres, qui a contribué au développement du projet, s'exprime lors de la conférence de clôture à Berlin

En Europe, le monde du travail, l'économie et la société sont en pleine mutation. La numérisation d'une part et le changement climatique d'autre part accélèrent les évolutions technologiques dans toute une série de secteurs, avec comme conséquence une restructuration massive des processus de production et de l'emploi. Les syndicats s'emploient à faire en sorte que tout le monde puisse exercer une activité profes-

sionnelle digne et s'épanouir personnellement. Il faut pour cela avant tout améliorer la formation et offrir davantage d'aides en vue de qualifier les salariés et les chômeurs dont on exige toujours plus de compétences. Un bon niveau d'éducation tout au long de la vie active deviendra de plus en plus important à l'avenir dans une perspective de développement professionnel.

La formation continue des salariés dépend dans une large mesure des conseils reçus, des perspectives de carrière qui y sont liées, de l'intégration du temps d'apprentissage dans le processus de travail, de l'obtention de crédits d'heures ou d'un soutien financier. Il est donc nécessaire pour les entreprises de créer une nouvelle compréhension du développement des qualifications et des compétences. L'organisation du travail, la formation continue et le développement du personnel doivent évoluer de façon coordonnée.

Les mesures de mise en œuvre nécessaires à cette fin ont fait l'objet d'une conférence de la DGB (Fédération allemande des syndicats) qui s'est tenue en novembre 2018. Des syndicats européens en provenance de Roumanie, d'Italie, de Bulgarie, de Lettonie et d'Allemagne se sont ainsi réunis pour conclure un projet de deux ans intitulé « SACADOS – Supporting Anticipation of Change and Development of Skills » (Anticiper les changements et développer les compétences). Le centre de

formation continu du DGB (*Berufsbildungswerk du DGB / bfw – Unternehmen für Bildung*) était responsable de ce projet qui fut financé à l'aide de fonds de la Commission européenne.

Des stratégies ont été développées sur base des échanges d'expériences des partenaires syndicaux et des visites d'entreprises dans les différents pays, pour voir comment la cogestion syndicale pouvait soutenir l'apprentissage en entreprise.

Elke Hannack, Vice-présidente du DGB, a dit clairement lors de la conférence : « Dans la formation professionnelle continue, la perspective des salariés est tout aussi importante. Il s'agit d'information, de consultation et donc de participation des représentants des salariés. Il ne peut s'agir pour nous, en tant que syndicats, de réagir uniquement lorsque la direction considère que des formations sont nécessaires. Nous voulons être informés à l'avance et faire part de nos réflexions et de nos revendications.

Nous devons élaborer des stratégies de développement de la formation continue. Il s'agit d'abord d'établir les besoins d'une entreprise en matière de qualifications, de définir des mesures de qualification pour les salariés et ensuite de passer à une gestion systématique du personnel. Et ce qui est couronné de succès dans une entreprise peut être reproduit dans l'ensemble du secteur. »

Une boîte à outils destinée aux parties intéressées actives dans les entreprises, c'est-à-dire des membres des comités d'entreprise, délégués syndicaux ou mentors, a été conçue. Ces derniers doivent être soutenus afin de prendre part aux processus d'information, de consultation et de participation au sein de l'entreprise.

Les sujets suivants y sont abordés :

- Droits des salariés à suivre une formation continue
- Droits et possibilités de représentation des intérêts du personnel au sein de l'entreprise

- Possibilités de financement
- De bons arguments en faveur de la formation continue
- Des exemples de bonnes pratiques
- Des instruments pour analyser les besoins de formation continue

Une chose était claire à la fin de la conférence: la formation continue ne va pas de soi. On peut faire de nombreux beaux discours sur l'importance de la formation. Ils seront inefficaces. Ce qu'il faut, ce sont des règlements, des accords et des conventions collectives sur les qualifications. Le « Manifeste de Sofia » reprend des recommandations européennes et nationales en la matière. De plus amples informations sont disponibles sur : www.bfw.de/gfw/forschung-und-projekte/SACADOS

Hans Ulrich Nordhaus, chef du service de la politique européenne de formation au DGB ■

Priorités thématiques du programme de formation de l'EZA pour 2019

Les priorités thématiques du programme de formation 2019 du Centre européen pour les travailleurs (EZA) sont « L'emploi des jeunes », « L'avenir du travail – l'évolution des relations de travail » et « La sécurité et la protection de la santé au travail ».

En outre, le thème « Stratégies des institutions européennes » sera approfondi cette année en insistant sur « L'avenir d'une Europe sociale - effets et perspectives du socle européen des droits sociaux et autres politiques sociales ». Le projet spécial pour les organisations de travailleurs dans les Balkans occidentaux sera également poursuivi.

Les autres thèmes abordés sont « L'intégration des migrants et des réfugiés sur le marché du travail », « Les marchés du travail inclusifs », « Le renforcement des capacités », « La contribution des organisations de travailleurs à la justice sociale en Europe » et « Travailler et vivre dans un monde numérisé ».

Le programme de formation détaillé est maintenant disponible sur le site web de l'EZA.

Le programme débutera par le séminaire de MOSZ (Munkástanácsok Országos Szövetsége) sur le thème « Renforcement



des stratégies de communication pour les organisations de travailleurs », qui se tiendra les 4 et 5 avril 2019 à Budapest, en Hongrie, dans le cadre du projet spécial de l'EZA pour les organisations de travailleurs dans les Balkans occidentaux.

Victoria Znined ■

MENTIONS LÉGALES

Publication

EZA

Centre Européen pour les Travailleurs
Johannes-Albers-Allee 2

D-53639 Königswinter

Tél. +49 - 22 23 - 29 98 - 0

Fax +49 - 22 23 - 29 98 - 22

Courriel : eza@eza.org

www.eza.org

Rédaction

Sigrid Schraml (responsable), Matthias Homey, Norbert Klein, Victoria Znined

Conception graphique et composition

HellaDesign, Emmendingen

Courriel : helladesign@web.de

Photos

EZA, Eddy Vanacker, DGB

Mode de parution

Quatre éditions par an



Cette publication est réalisée avec l'aide financière de l'Union européenne.